

Filip Reyntjens. *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994*

Colette Braeckman. *Rwanda. Histoire d'un génocide*

Claudine Vidal

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Vidal Claudine. Filip Reyntjens. *L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994*; Colette Braeckman. *Rwanda. Histoire d'un génocide*. In: *Politique étrangère*, n°1 - 1995 - 60<sup>e</sup>année. pp. 281-285;

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1995\\_num\\_60\\_1\\_4403\\_t1\\_0281\\_0000\\_2](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1995_num_60_1_4403_t1_0281_0000_2)

---

Fichier pdf généré le 13/04/2018

*pathétiser et démilitariser* » l'idée que le lecteur occidental peut se faire de la guerre du Golfe. Comprenant que la défense « des intérêts vitaux de l'Occident » est une périphrase pour désigner le pétrole, il déplore que l'Occident n'ait pas voulu explicitement reconnaître que l'or noir a constitué le principal facteur d'entrée en guerre de l'Irak contre le Koweït : « *Les huit mois qui ont suivi l'invasion du Koweït furent moins une lutte pour la souveraineté du Koweït qu'une bataille pour le pouvoir et les ressources du vingt et unième siècle* ». Il inscrit ce conflit dans la continuité historique des relations entre les pays occidentaux et les pays du Golfe, producteurs de pétrole. Il s'attache à restituer avec précision la chronologie des événements et démontre que la question pétrolière, plus encore que la question de la délimitation de la frontière, empoisonnait les relations entre l'Irak et le Koweït depuis 1988. En août de cette année-là, Bagdad, préoccupé par la réactivation de son économie fortement ébranlée par huit ans de guerre contre l'Iran, cherchait à obtenir, en particulier, une augmentation des prix du pétrole. Ayant choisi des modèles de développement économique structurellement différents, les points de vue d'abord divergents de l'Irak et du Koweït quant à l'élaboration d'une politique pétrolière, deviennent rapidement antagonistes.

Mohamed Heïkal situe le début de la « *guerre des nerfs* » entre l'Irak, le Koweït et les Etats-Unis, en février 1990, lorsque les Etats-Unis critiquent l'Irak sur le dossier des droits de l'homme. Dès lors, un véritable dialogue de sourds s'instaure entre les Etats-Unis et l'Irak. Tandis que le Koweït fait preuve d'une intransigeance singulière à l'égard de son ancien allié, le « malentendu » culminera avec l'analyse erronée faite par l'ambassadeur américain en poste en Irak, Mme Glaspie, à la veille de l'invasion du Koweït. L'engrenage mis en route le 2 août 1990 ne laissera pas d'échappatoire à Saddam Hussein, sans doute surpris par la rapidité de réaction des Nations Unies et les fins de non-recevoir systématiques des différentes tentatives de médiation, en particulier jordanienne ou soviétique. Sans constituer une défense du régime irakien, l'auteur explicite le « *déchirement* » ressenti à divers degrés par l'ensemble du monde arabe et l'élaboration au coup par coup des politiques des leaders régionaux, en réponse à une situation qui leur échappe. L'analyse réductrice de la guerre du Golfe généralement proposée par les médias occidentaux est ici replacé dans un contexte plus complexe, qui pose la question du devenir des régimes et des Etats dans la région.

Nathalie FUSTIER

## afrique

### L'Afrique des Grands Lacs en crise. Rwanda, Burundi : 1988-1994

*Filip Reyntjens*

*Karthala, Paris, 1994, 326 pages*

### Rwanda. Histoire d'un génocide

*Colette Braeckman*

*Fayard, Paris, 1994, 341 pages*

Paru en juin 1994, le livre de Filip Reyntjens, ouvrage d'« histoire immédiate » traite, pour le Rwanda, de la période qui va de l'attaque du FPR, le 1er octobre

1990, à janvier 1994<sup>1</sup>. Histoire immédiate, mais surtout politique : en effet, l'auteur cherche à rendre compte des transformations à la fois subites et fondamentales que devait affronter un système politique dictatorial, qui durait depuis juillet 1973, date où le général Habya-

1. Ne seront analysées ici que les parties concernant le Rwanda. Non que les événements se déroulant dans l'un de ces pays soient sans incidences sur l'autre, au contraire : les conflits très violents qui déchirent chacun d'eux depuis plusieurs décennies ont des répercussions importantes sur l'un et l'autre. Il reste que l'objet principal de cette recension porte sur cet événement, distinct, le génocide des Rwandais tutsis.

rimana, s'était emparé du pouvoir par un coup d'Etat.

Au moment d'achever son livre, en février 1994, Filip Reyntjens concluait de façon pessimiste : « *Au début de 1994, les deux pays traversent un moment extrêmement dangereux de leur histoire. [...] Des groupes étatiques et non étatiques s'arment et s'entraînent dans les deux pays et leur foi dans des solutions politiques est des plus limitée* »<sup>2</sup>. Examinons brièvement cette constellation d'événements qui rendait, début 1994, la situation rwandaise si préoccupante. Schématiquement, elle tient en quelques éléments : le conflit armé, déclenché, à partir de l'Ouganda, par des réfugiés rwandais tutsis, organisés par le FPR (Front patriotique rwandais), la répression qui se porta immédiatement et massivement sur les Tutsis vivant au Rwanda, la naissance d'une opposition politique au régime menée par des leaders hutus, opposition qui fut légalisée en juin 1991 (la pression internationale n'y fut pas pour rien), les débuts de l'intervention d'une société civile, jusque-là demeurée muette, l'émergence d'associations de défense des droits de l'homme, des manifestations, la prise de distance de la puissante Eglise catholique à l'égard du pouvoir présidentiel, la nécessité où se trouvèrent le Président et son entourage de signer des accords qui signifiaient la fin d'un régime leur assurant tous les pouvoirs, enfin, l'intervention de la France qui s'impliqua dans le conflit en se rangeant résolument aux côtés du président Habyarimana et en aidant son armée à passer de 5 000 à 35 000 hommes.

De la fin 1990 à 1994, se développèrent des configurations politiques complexes, de plus en plus porteuses de violences, car le régime menacé allait simultanément propager une idéologie raciste d'extermination de l'ethnie tutsie et une entreprise de massacre des opposants hutus. Par ailleurs, les deux armées, celle du FPR et celle du gouvernement Habyarimana, eurent à se mesurer à plusieurs reprises. Le mérite de Filip Reyntjens est de relier cette phase de bouleversements avec une grande minutie historique : les documents sont nombreux, l'analyse ne pro-

cède pas à des simplifications abusives, tous les principaux acteurs impliqués — personnalités et groupes — sont précisément définis, de même que sont examinées les logiques de leurs actions, enfin les événements significatifs de tous ordres (la guerre, la chronologie des massacres répondant aux progrès de l'opposition, les conflits à l'intérieur des partis et entre les partis, l'intervention des puissances étrangères, etc.) sont traités par rapport à l'ensemble du contexte de crise. En fait, ce livre propose une chronique détaillée des pratiques qui furent celles de nombreux acteurs et qui furent des pratiques politiques en ce sens qu'elles étaient toutes orientées vers la captation du pouvoir. De ce point de vue, il sera extrêmement utile aux lecteurs qui se doutaient bien que les passions identitaires étaient largement forgées et exacerbées par les manipulations politiques.

Contraste avec cette minutie un parti pris qui demeure en filigrane dans le livre et culmine, de façon explicite, dans les dernières pages. Ce parti tient à suggérer que l'attaque menée par le FPR, en octobre 1990, a cristallisé la spirale des massacres ethniques et politiques, alors que le régime Habyarimana commençait à s'engager « *dans la dynamique du moment* », c'est-à-dire, dans la voie de la démocratisation. Dans une page curieuse<sup>3</sup>, Filip Reyntjens dresse la liste des conséquences qui, selon lui, en découlent : exacerbation des problèmes ethniques, « *relativement gérables depuis 1973* », prétextes offerts au pouvoir de recourir à la violence et aux blocages politiques, imposition d'une période de transition très longue, introduction d'armes et de guerriers, production d'une culture de la violence. Il n'est pas exclu, écrit-il, que le problème de la démocratisation et celui des réfugiés aient pu « *être résolus de façon démocratique et pacifique sans que le pays n'ait obligatoirement à passer par une guerre désastreuse du point de vue humain et matériel* ». A lire ce passage, on pourrait être tenté d'oublier la nature du régime Habyarimana. Celui-ci ne s'est pas subitement transformé en dictature à partir d'octobre

2. Filip Reyntjens, *op. cit.*, p. 294.

3. *Ibid.*, p. 257.

1990 : Filip Reyntjens rappelle lui-même la liquidation physique, après le coup d'Etat de 1973, des politiciens de la région du centre et du sud<sup>4</sup>, le développement de l'enrichissement personnel des dirigeants et l'extrême concentration du pouvoir entre les mains de l'entourage présidentiel, enfin le MRND (Mouvement républicain national pour le développement, créé en 1978) — parti-Etat auquel tout Rwandais appartenait par naissance — avait établi une structure d'encadrement territorial extrêmement ramifiée, dont l'efficacité a été à plusieurs reprises démontrée dans la préparation et l'exécution des massacres. Quant à la « gestion » des relations ethniques, elle consista à traiter les Rwandais tutsis en citoyens de seconde zone, soumis à une politique de quotas, et à maintenir une propagande officielle qui, durant trente années, les présentait comme des envahisseurs étrangers et qui explique très largement, à mon sens, les discours délirants de haine que j'ai pu entendre, récemment, de la part de jeunes intellectuels rwandais hutus, qui n'avaient jamais connu que cette propagande.

Mais il est vrai que l'auteur éprouve des difficultés à concevoir historiquement les ethnies rwandaises (ou burundaises) au point de croire que, dans les réflexions des anthropologues ou des historiens, il s'agit de « démontrer l'existence ou non d'ethnies dans ces deux pays »<sup>5</sup>, alors qu'il y est question de savoir quelles étaient leurs relations dans le passé pré-colonial, et nullement d'affirmer que Hutus et Tutsis « existaient ou n'existaient pas »... Historienne du Rwanda pré-colonial, je connais par expérience, cette tendance à conceptualiser les ethnies comme des êtres, qui ont eu de bonnes ou de mauvaises relations, politiques ou non politiques selon les époques, mais, quoi qu'il en soit, comme des identités indépassables, voire des caractères, des psychologies. Ainsi, Filip Reyntjens écrit-il : « Ces entités existent, elles sont politiquement pertinentes, et leur existence a causé des centaines de milliers de morts, de blessés et d'exilés

dans les deux pays »<sup>6</sup>. Bien entendu, je me sépare radicalement d'une telle formulation : ce n'est pas l'existence des ethnies qui a « causé » des massacres, mais les manipulations politiques qui ont fait de l'appartenance ethnique un critère décisif, du point de vue des massacreurs.

Il reste que ces naturalisations voisinent bien souvent avec un ethnisme qui s'ignore — les Hutus, les Tutsis sont présentés en blocs unitaires ayant des comportements qui tiennent à leur identité. Un exemple. Filip Reyntjens détaille avec quelle habileté le FPR réussit, en octobre 1990, à gagner la guerre médiatique<sup>7</sup> : en Belgique, il réussit « avec une étonnante facilité » à faire passer un message qui présente son attaque comme une opération démocratique à l'encontre d'un régime totalitaire, il utilise les communautés de réfugiés tutsis en Europe (« et des Européens liés à eux, notamment par mariage »)<sup>8</sup>, il crée des organisations

6. *Ibid.*, p. 10.

7. *Ibid.*, p. 99.

8. Ce détail — le soutien d'Européens mariés à des femmes tutsies — peut paraître parfaitement incongru. D'abord parce qu'il y a des Européens également mariés avec des femmes hutues, et qui, peut-être, ont également, eux aussi, adopté un parti anti-FPR, ensuite parce qu'il y a eu des Européens, qui ont eu de la sympathie pour les thèses du FPR, sans avoir pour autant noué des liens matrimoniaux avec des Rwandaises ! Cependant, pour qui connaît bien le dossier rwandais, cette notation a quelque chose de très choquant : elle fait, bien fâcheusement, écho à la propagande raciste propagée, au Rwanda, à partir de 1990. Le journal *Kangura* (« Réveille-le ! »), diffuseur extrémiste d'une idéologie raciste, avait publié, en décembre 1990, les 10 commandements que les Hutus devaient appliquer pour contrer le « machiavélisme » tutsi, machiavélisme utilisant deux armes : l'argent et les femmes. Les Tutsis, en effet, selon cette propagande, « vendaient » leurs femmes aux hauts fonctionnaires hutus pour les espionner et les influencer. (Voir Jean-Pierre Chrétien, « Presse libre et propagande raciste au Rwanda : appel à la conscience des Bahutu », *Politique africaine*, n° 42, juin 1991, p. 109-121). L'évocation, sans prise de distance, par Filip Reyntjens, des soutiens d'Européens qui ont « immédiatement épousé (sic) » la cause du FPR, en raison de leurs liens matrimoniaux avec les communautés de réfugiés tutsis, rappelle, de façon malheureuse, le texte odieux de *Kangura*. Bien entendu, je suis tout à fait certaine que l'auteur n'a jamais adhéré, de près ou de loin, aux thèses de *Kangura*, il reste qu'une analyse, insuffisamment construite, de l'idéologie identitaire et du procédé d'amalgame, qui est l'une de ses principales rhétoriques, ne prémunit qu'imparfaitement contre les dérives inconscientes et les raisonnements pervers liés à cette idéologie.

4. *Ibid.*, p. 30.

5. *Ibid.*, p. 10.

relais. En face, les autorités rwandaises se montrent « *d'une grande maladresse* » : faisant arrêter des milliers de personnes, elles finissent par les montrer aux journalistes et aux diplomates — sous la pression de ces derniers, il y aura, quelques semaines plus tard, des libérations massives —, leurs porte-parole « *font mauvaise impression* », leurs relations avec la presse « *sont empreintes d'amateurisme* »... Bref, on retrouve dans cette opposition entre les appareils de communication de chacun des camps, une littérature qui fit longtemps florès et qui vantait le savoir-faire « des Tutsis », s'exerçant au détriment « des Hutus ». C'est dans cette même veine que l'auteur découvre une explication psychologisant du traitement de la question des réfugiés.

En 1986, le Comité central du MRND prend une position clairement négative sur le retour massif des réfugiés rwandais dans leur pays d'origine, plus tard, les autorités rwandaises refuseront tout dialogue avec ces derniers, préférant s'entendre avec leurs pays d'accueil. Constatant que cette attitude a pu donner au FPR des arguments en faveur d'une intervention militaire, l'auteur s'étonne de « *l'extraordinaire* » sous-estimation du problème des réfugiés par le régime Habyarimana, la société civile rwandaise et la communauté internationale, alors que « *tant l'exclusion, qui paraissait définitive, d'un demi-million de réfugiés que le statut de second ordre des Tutsi de l'intérieur portaient en eux un potentiel de conflit violent, dont le pouvoir à Kigali se rendait d'ailleurs bien compte* »<sup>9</sup>. Pourquoi ce gouvernement, prétendant représenter la majorité ethnique au pouvoir depuis l'indépendance, a-t-il laissé pourrir le problème, alors que cette « majorité » n'avait rien à craindre de la « minorité » tutsie ? Pour l'auteur, aussi irrationnelle soit-elle, cette crainte a prévalu : « [...] *elle s'explique par le sentiment d'infériorité qui anime de nombreux Hutu et par l'attitude perçue comme arrogante de certains Tutsi* ». Il ajoute que « certains » Hutus sont per-

suaillés que « certains milieux tutsis » nourrissent des idées de restauration autoritaire, ce qui confirme leur complexe, et leur « hantise ». C'est par cette « hantise » que, selon Filip Reyntjens, on peut « *comprendre le phénomène de la CDR, qui s'assigne la tâche de défendre les intérêts de la majorité populaire (hutue)* »<sup>10</sup>. La CDR, c'est à dire la Coalition pour la défense de la république et de la démocratie, organisation extrémiste, alliée à l'aile droite du MRND, qui leva des milices de tueurs, perpétra les premiers massacres et appela à l'extermination systématique des Rwandais tutsis.

Au moment où nous sommes, où reste forte la volonté de comprendre comment les massacres et le génocide ont pu être déclenchés et exécutés, le recours aux causalités identitaires ne me paraît pas véritablement un progrès de l'analyse politique. En outre, le parti-pris consistant à donner pour origine au développement des violences l'intervention armée du FPR, en octobre 1990, ne me semble pas un bon point de départ pour tenter de comprendre l'intensité des haines ethniques. S'en tenir à l'histoire immédiate ne permet pas, en l'occurrence, de résister aux perceptions idéologiques du présent.

Dès le 7 avril 1994, Colette Braeckman, reporter au journal belge *Le Soir*, a consacré de nombreux articles au Rwanda (l'extermination systématique des Rwandais tutsis avait commencé quelques heures après que l'avion présidentiel ait été abattu dans la nuit du 6 au 7). Loin de s'en tenir, dans ce livre, à une compilation de ses reportages, elle cherche à montrer que le génocide, nullement réaction spontanée du peuple hutu à l'assassinat de son Président, a de lointaines origines dans l'histoire du Rwanda. C'est pourquoi elle consacre de longs développements aux pratiques qui, durant la colonisation et la décolonisation, ont construit et figé des divisions politiques entre ethnies. Les missionnaires et les administrateurs coloniaux, dans un premier temps, ayant « inventé » une race tutsie, étrangère et supérieure, faite pour commander les

9. *Ibid.*, p. 131.

10. *Ibid.*, p. 132.

Hutus, puis, s'étant retournés contre eux à la fin des années 50, ils ont contribué à les diaboliser, à déterminer une évolution du Rwanda « où la haine des Tutsis cimente la conscience nationale des Hutus »<sup>11</sup>. Elle examine également les régimes totalitaires que furent les présidences successives de Kayibanda et de Habyarimana.

L'essentiel du livre tient à la préparation idéologique et effective du génocide dès octobre 1990, sous le masque de pourparlers destinés à gagner du temps (« Si tu veux la guerre, prépare la paix », selon l'intitulé d'un chapitre) et à préparer la « machine à tuer » (autre titre de chapitre). Par ailleurs, Colette Braeckman reprend en détail son enquête sur l'attentat qui provoqua le crash du Mystère-Falcon présidentiel. Elle publie et analyse le document qui désigne les commanditaires de l'attentat, des chefs CDR, et implique deux militaires français qui auraient abattu l'avion. Cependant, si elle estime qu'il y a de fortes présomptions en faveur de cette thèse, elle ne l'admet pas de façon définitive. Enfin, sont dénoncées les responsabilités internationales, celles de la Belgique et surtout de la France, l'attentisme des Nations Unies, coupables de « non-assistance à peuple en danger »<sup>12</sup>.

Tout ce livre manifeste la volonté de dépasser le seul travail d'information pour communiquer au lecteur ce qui, pour Colette Braeckman, est l'essentiel : la monstrueuse réalité d'un génocide, prémédité et organisé par un clan politique aux seules fins de conserver le pouvoir sur un pays qu'il avait mis en coupe réglée. C'est un acte d'accusation, violent, passionné, non exempt d'une grandiloquence qui, à certains moments, affaiblit la démonstration<sup>13</sup>. Mais sans doute est-ce le risque inhérent à cette

entreprise clairement définie : faire partager, immédiatement, avant que l'opinion publique ne soit distraite par d'autres événements, la conviction qu'il s'est produit, au Rwanda, un scandale pour l'humanité tout entière.

Claudine VIDAL

**Directory of Near and Middle East  
and North Africa Research  
Institutions in Western Europe  
(except Federal Republic of Germany)**

*Roswitha Gost*

*German Overseas Institute, Hambourg,  
1993, VI-234 pages*

Assurément, le titre n'est pas de ceux qui provoquent des mouvements de foule chez les libraires, mais il décrit très exactement ce qu'il recouvre ; le livre se présente comme le premier répertoire fournissant des informations détaillées sur 377 chambres de commerce, établissements de recherche et d'enseignement, bibliothèques, centres de documentation et musées travaillant sur tous les aspects des cultures et sociétés comprises entre le Sénégal et l'Inde, d'une part, le Kenya et les républiques méridionales de l'ex-URSS, de l'autre.

Avec des pays tels que Malte, le Soudan, la Turquie, Israël, le Pakistan et les Etats de la péninsule arabique, et des thèmes comme l'assyriologie, le pétrole, la politique internationale, l'art, la littérature, le judaïsme, etc., le balayage ne peut être qu'impressionnant. Il l'est. Suivant un plan qui a fait ses preuves<sup>1</sup>, l'auteur fournit, en français ou en anglais, les informations qui lui ont été communiquées sur les enseignements dispensés, les diplômes préparés, les fonds des bibliothèques, les centres d'intérêt, les travaux en cours, les projets, les relations avec les institutions locales, les responsables, etc.

Pour une fois, l'on est agréablement surpris de constater que certains établissements français ont consenti un effort

11. Colette Braeckman, *op. cit.*, p. 49.

12. *Ibid.*, p. 214.

13. Il y a lieu de noter aussi des approximations et des erreurs, ainsi (p. 43), l'assassinat d'un leader hutu, Aloys Munyangaju, qui mourut en réalité de mort naturelle, le coup d'Etat de Habyarimana, qui eut lieu en 1973, et non en 1965 (p. 81), l'appartenance du préfet de Butare, Jean-Baptiste Habyarimana, qui s'opposa aux tueries, au MDR (Mouvement démocratique républicain), alors qu'il était au PL (Parti libéral), etc.

1. Voir Marion Gebhardt, *Institutionen der Asien-Forschung und Information in der Bundesrepublik Deutschland*, German Overseas Institute, 1991, 369 pages.